

Entretien avec le porte-parole de Démocratie nouvelle (DN)

**Jonathan Ndoutoume Ngome : "Nous ne voyons ni l'opportunité ni les raisons de convoquer un autre Dialogue"**

Propos recueillis par Martina ADA METOULE  
Libreville/Gabon

*Telle est la position du parti politique dirigé par l'actuel président du Conseil économique, social et environnemental (CESE), René Ndemezo'Obiang, réagissant à la dernière sortie des responsables des Confessions religieuses. Plusieurs autres sujets sont abordés dans l'échange que nous a accordé son porte-voix, il y a quelques jours, et que nous publions ci-dessous.*

**L'union.** La rentrée politique de DN s'est tenue au mois d'avril 2019. Depuis lors, tout porte à croire que les activités du parti sont au point mort ?

**Jonathan NDOUTOUME NGOME :** La rentrée politique de DN s'est effectuée avec beaucoup de retard, au mois d'avril 2019. C'était l'occasion pour notre leader, le Premier secrétaire René Ndemezo'Obiang de remobiliser les troupes après les élections législatives et locales de 2018. Au cours de cette rentrée, Démocratie nouvelle a eu à faire connaître sa position face à certaines questions socio-économiques et politiques de l'heure qui engagent la vie de la nation. Entre autres projets pour DN, il y a la question cruciale de son implantation afin de lui donner véritablement une envergure nationale. Il y a également la préoccupation relative au financement du parti qui ne saurait s'adosser sur la poche du seul leader ; et enfin le Premier secrétaire a lancé l'idée de convergence 2023 relative au calendrier constitutionnel électoral de cette année, non sans avoir réaffirmé la poursuite du partena-

riat politique conclu avec le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba au cours des négociations d'Agondjé. Voici en quelques mots les grands projets retenus par le parti au cours de cette rentrée politique d'avril 2019. Entre temps, il y a eu des vacances politiques. Il faut donc s'attendre à une rentrée politique dans les jours qui viennent et qui verra Démocratie nouvelle réaffirmer certains de ses choix politiques et pourquoi pas quelques réglages utiles au sein de son appareil dirigeant.

**Votre parti se réclame de l'opposition dite responsable. Quels sont à ce jour, vos rapports avec vos compagnons de l'opposition ?**

DN se réclame d'une opposition républicaine et progressiste en ce sens que nous sommes respectueux des institutions de notre pays tout en nous montrant favorables à certaines évolutions, lorsque cela est nécessaire pour la stabilité de la République. Mais cela ne veut nullement dire que d'autres partis de l'opposition sont irresponsables, loin de là. Cependant DN entretient des relations empreintes de courtoisie et de respect avec les autres formations politiques de l'opposition. Toutefois, il y a des partis politiques de l'opposition avec lesquels il nous est difficile de faire chemin ensemble à partir du moment où nos idéaux respectifs diffèrent. Par exemple DN prône l'accession et le maintien au pouvoir par la seule et l'unique voix des urnes pendant que certains parlent de la libération du pays comme si celui-ci était l'objet d'une invasion extérieure.

**Le Dialogue d'Agondjé avait été sanctionné par des Actes que l'Exécutif devrait concrétiser. Etes-vous satisfait de**



Jonathan Ndoutoume Ngome : «Ayons la volonté d'appliquer les résolutions du Dialogue d'Agondjé».

Photo : P.P/Prince Jackson/ L'Union

**l'exécution de ces Actes depuis la fin de ces assises ?**

L'application des résolutions issues du Dialogue politique d'Agondjé est jusque-là timide. Or, les assises politiques d'Agondjé ont abordé tous les aspects qui engagent le fonctionnement de la nation, que ce soit sur le plan politico-institutionnel que sur les plans socio économique et culturel. Il suffit que nous ayons la volonté politique d'appliquer toutes ces résolutions pour avoir un fonctionnement relativement normal de nos institutions. Bien entendu certains correctifs méritent d'être apportés sur bien des aspects au niveau de la Constitution, au niveau du Code électoral et au niveau du fonctionnement de certaines institutions. C'est pourquoi le Comité de suivi doit être réactivé afin qu'il se réunisse avec le gouvernement et les facilitateurs des négociations d'Agondjé pour faire une évaluation des résolutions appliquées et celles qui ne le sont pas encore. A ce sujet, nous n'avons pas

compris le départ du gouvernement d'ouverture des ministres de l'opposition qui étaient entrés à la faveur des négociations d'Agondjé dont le processus d'application des résolutions est encore en cours.

**Les confessions religieuses appellent à une "réconciliation nationale" sur fond d'un autre Dialogue inclusif. DN ne sait pas encore prononcé sur le sujet. Qu'en pensez vous ?**

Ah ! si, les partis politiques ayant pris part aux assises d'Agondjé ont fait connaître leur position là-dessus il y a quelques jours. Personne ne peut être contre la réconciliation nationale. Personne ne peut encourager les divisions dans un pays en proie à des difficultés économiques et financières. Démocratie nouvelle est pour sa part favorable à l'idée de la cohésion et de l'unité nationales. Nous prônons la sauvegarde du vivre ensemble dans notre pays. Toutes les mesures dans ce sens ont été proposées dans les résolutions ayant sanctionné le Dialogue d'Agondjé et qu'il faut tout simplement appliquer dans leur intégralité. Une certaine opinion a même évoqué l'idée d'un deuxième Dialogue. Nous à DN, nous ne voyons ni l'opportunité ni les raisons de convoquer un autre Dialogue alors que celui d'Agondjé a abordé tous les aspects qui soient de nature à maintenir le pays dans la stabilité. Ayons juste la volonté politique de les appliquer.

Tsamba-Magotsi/Sindara/Développement local

**Le député Labaye relève la responsabilité des politiques du cru**

Stéphane MASSASSA  
Libreville/Gabon

LE député du 2e siège du département de Tsamba-Magotsi (district de Sindara), dans la province de la Ngounie, David Labaye, a formulé récemment des critiques à l'endroit des responsables politiques et administratifs de sa circonscription électorale, pointant leur mauvaise gestion. C'était récemment, à l'occasion d'une sortie à Sindara.

L' élu à l'Assemblée nationale reproche à ces responsables, notamment, le chef de Canton Dibwa, le président du Conseil départemental, le sénateur départemental, le député sortant dudit siège, le directeur provincial et le chef de cantonnement des Eaux et Forêts, le préfet sortant, ainsi que plusieurs autres personnalités politiques du 1er siège du département Tsamba-Magotsi, de bloquer l'action de développement du district, pour des raisons d'intérêt personnel. Ceci, au détriment des populations



Le député David Labaye lors d'une précédente sortie.

qui, a-t-il fait remarquer, "vivent dans des conditions précaires bien que cette circonscription administrative constitue un poumon économique du département, de la province de la Ngounie, de par son importante réserve forestière et minière". "Notre partie du département connaît depuis plus de 2 ans, un développement industriel avec la présence des sociétés telles que ASI,

SAF, ZPB, PING XING, GFT, S.G.M... Ce développement industriel n'impacte pas les conditions de vie des communautés locales qui vivent à proximité des concessions forestières", a déploré le parlementaire. Non sans énumérer les manquements: "absence d'électricité, de médicaments dans les dispensaires, absence de tables bancs dans les salles de classes, manque



L'assistance suivant le message délivré par le député, David Labaye.

d'enseignants, dégradation des routes, non-respect de la législation du travail, etc." Toute chose qui, selon le député du 2e siège, serait entretenue par ces responsables locaux susmentionnés. Et qui sont contraires à la politique du gouvernement en matière sociale, prônée par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba. Laquelle met un accent

particulier sur le développement des communautés villageoises... "Notre rôle en tant qu'acteur politique est non seulement d'apporter des solutions, mais aussi de dénoncer les dérives des responsables administratifs et politiques qui freinent le développement local et partant celui du pays", a estimé le député élu sous la bannière du Rassemblement

Héritage et Modernité (RHM). Et de poursuivre : "Les agissements des détenteurs locaux des pouvoirs administratif et politique engagent parfois la responsabilité de la première institution du pays à qui les populations, souvent à tort, pointent un doigt accusateur quant au sous-développement, alors que les véritables responsables sont souvent tapis dans l'ombre".

Photo : J.F.Marola/ L'Union

Photo : DR